

*Rapporteur* : Donne lecture de son rapport (p. 2274); d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 10 : *Son amendement* (p. 2276); *le retire* (p. 2277). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1).

#### LAMPS (M. René), Député du département de la Somme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (*ibid.*).

#### Dépôt :

Le 8 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les propositions de résolution : 1° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air »; 2° de Mme Madeleine Léo-Lagrange et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique, civique et morale de la jeunesse française, n° 619.

#### Interventions :

Son rapport au nom du 5<sup>e</sup> Bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Marne (A. de 1945, p. 24). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement à l'article 11* (p. 185); *le retire* (*ibid.*); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 49* (p. 323); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Pénurie de bâtiments scolaires, revalorisation de la fonction enseignante* (p. 574); — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fon-

tionnaires : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 330); — du projet et des propositions de loi tendant à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Discussion générale* (p. 2123).

#### LANDRY (M. Adolphe), Député de la Corse.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 258). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139); de la Commission supérieure des allocations familiales (p. 234).

#### Dépôts :

Le 25 décembre 1945, une proposition de loi concernant l'aide à la famille, n° 206. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi relative aux sociétés anonymes, n° 253. — Le 31 décembre 1945, une proposition de loi relative aux monopoles artificiels, n° 254. — Le 12 février 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement, n° 401. — Le 13 mars 1946, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Pierre Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à la révision des salaires moyens mensuels départementaux servant de base au calcul des allocations familiales, n° 657.

#### Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi présentée par M. d'Astier de la Vigerie relative à l'élection des membres du Conseil de l'Union française : Art. 5 : *Son amendement* (p. 2273). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1945, p. 373; A. de 1946, p. 931).

#### LANIEL (M. Joseph), Député du département du Calvados, Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 44). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945,

p. 138). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* (A. de 1945, p. 52).

### Interventions :

En qualité de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante* : Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 28 décembre 1945 (p. 437) ; la 3<sup>e</sup> séance du 30 décembre 1945 (p. 600) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 31 décembre 1945 (p. 686) ; la séance du 26 février 1946 (A. de 1946, p. 459) ; la 1<sup>re</sup> séance du 7 mars (p. 591) ; la séance du 23 mars (p. 1027) ; la 2<sup>e</sup> séance du 28 mars (p. 1171) ; la 1<sup>re</sup> séance du 3 avril (p. 1391) ; la 2<sup>e</sup> partie de la seconde séance du 5 avril (p. 1526) ; la 1<sup>re</sup> séance du 9 avril (p. 1603) ; la seconde partie de la 2<sup>e</sup> séance du 19 avril (p. 2070). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit (A. de 1945, p. 156 et suiv.) ; *Son contre-projet* (p. 161) ; *Son amendement au premier alinéa de l'article 5* (p. 169) ; *Le retire* (ibid) ; *Son amendement au 9<sup>e</sup> alinéa de l'article 9* (p. 176) ; *Son amendement au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 12* (p. 177) ; *Son amendement à l'art. 13* (p. 179) ; *Le retire* (ibid) ; *Son amendement à l'article 19* (p. 182) ; *Son amendement au 5<sup>e</sup> alinéa de l'article 11* (p. 185) ; *Le retire* (ibid) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : *Loi de Finances* : *Son amendement tendant à la suppression de l'article 14* (p. 307) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, en qualité de *Rapporteur* (p. 531) ; — du projet de loi portant création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 389) ; — du projet de loi portant création de nouvelles ressources et aménagement de la législation fiscale : *Discussion générale* (A. de 1946, p. 271) ; — de propositions de résolution tendant à la réparation intégrale des dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur* pour avis de la Commission des finances : *donne lecture de son rapport* (p. 1059) ; — du projet de loi et de propositions de loi relatifs à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; *Discussion générale* (p. 1063) ; *Son contre-projet* (p. 1118) ; — du projet et de propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : *Sa motion d'ajournement au débat* (p. 2118) ; Art. 19 : *Son amendement*

(p. 2197) ; *Le retire* (ibid) ; Art. 20 : *Son amendement* (ibid). — S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 1236).

### LAPIE (M. Pierre-Olivier), Député du département de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45). — Est nommé membre : de la Commission du règlement (A. de 1945, p. 53) ; de la Commission des affaires étrangères (p. 145).

### Dépôts :

Le 26 décembre 1945, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement, n<sup>o</sup> 216 bis. — Le 28 février 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n<sup>o</sup> 524.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères* (A. de 1945, p. 378 et suiv.) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) ; *FINANCES* : *Petits rentiers* (p. 651). — Demande à interpellation sur la politique économique à l'égard de l'Allemagne et les réparations (A. de 1946, p. 3) ; développe cette interpellation (p. 54 et suiv.) — Prend part à la discussion : d'une interpellation de M. Morice sur le chômage et l'organisation de la reconstruction (p. 762, p. 857) ; — de propositions de loi sur la limitation des débits de boissons (p. 846) ; — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer (p. 931, 940). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1635). — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances ; en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission des affaires étrangères : Art. 3 : *Donne lecture de son rapport*